

L'AFRIQUE EXPLOITÉE, PILLÉE, MAIS RÉSISTANTE



PATRICK BOND*

Un mythe profond¹ incarné par le slogan « *Africa Rising* »² (Afrique émergente) s'est installé dans les cercles économiques et politiques d'élite au moment même où le PIB de l'Afrique cessait de croître rapidement en 2002-2011. Le mythe persiste toujours. En juin 2017, le président de la Deutsche Bundesbank, Jens Weidmann, a déclaré lors d'une conférence à Berlin : « L'Afrique est prête à tirer profit d'une économie mondiale ouverte. Ses perspectives économiques sont positives »³. La conférence a été organisée par le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, pour promouvoir son « Pacte avec l'Afrique » du G20, dont « l'objectif principal est de réduire le niveau de risque pour les investissements privés » (mais à la veille des élections allemandes, le ministre et Merkel

* PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE À L'UNIVERSITÉ DE WITWATERSRAND, JOHANNESBURG, AFRIQUE DU SUD.

¹ Une version antérieure de cet article est parue dans *Monthly Review*, septembre 2017.

² Voir par exemple, « Africa Rising », *The Economist*, December 3, 2011 ; Alex Perry, « Africa Rising », *Time*, December 3, 2012 ; Charles Robertson, « Why Africa will Rule the 21st Century », *African Business*, January 7, 2013.

³ Jens Weidmann, « Améliorer le climat des investissements en Afrique », discours d'ouverture de la conférence de Berlin, « Partenariat G20-Afrique : investir dans un avenir commun », 13 juin 2017.

étaient évidemment soucieux de donner l'impression que la stratégie réduirait la crise des réfugiés africains en Europe)⁴.

En réalité, après le pic du super cycle des matières premières de 2011 et l'effondrement des prix, il était illogique de proclamer que l'Afrique prospérait dans « une économie mondiale ouverte », étant donné que de nombreuses économies du continent dépendent des gisements minéraux et pétroliers dont l'extraction est dominée par les sociétés transnationales (STN) et dont les prix n'ont cessé de monter depuis 2002. Un bref redressement du prix des produits de base intervenu en 2016 et la baisse continue de la valeur de la plupart des devises africaines n'ont pas ouvert la voie à une concurrence renouvelée, la confiance en affaires, ou les investissements des STN, mais ont plutôt catalysé une nouvelle série de crises fiscales, des déficits extrêmes des comptes courants, des défaillances de la dette souveraine et de vives contestations sociales.

72

Il n'y a aucun espoir d'une reprise décisive à l'horizon, malgré le battage médiatique entourant les projets de méga-infrastructure *Belt and Road Initiative* (BRI) de la Chine, vantés pour rétablir une demande du marché pour les produits liés à la construction⁵. Comme l'explique Xin Zhang, « Bien qu'il y ait un élément de compétition entre les États-Unis et la Chine en ce qui concerne l'hégémonie mondiale autour de la BRI, le principal moteur demeure la pression de la "suraccumulation" dans une économie capitaliste typique à la fin d'un grand cycle de changements cycliques capitalistes... Cependant, en Chine, il y a aussi un débat en cours pour savoir s'il est économiquement rationnel de verser des sommes aussi importantes dans des projets à faible rendement et des pays à haut risque, en particulier dans le cas de projets d'infrastructure massifs »⁶. La plus grande des entreprises de la « Route maritime de la soie » atteignant

⁴ Bundesministerium der Finanzen, « Compact with Africa », réunion des ministres des Finances du G20, Baden Baden (30 mars 2017). Le seul membre africain du G20, l'Afrique du Sud, a été pleinement assimilé au programme au moment du sommet des chefs d'État de juillet à Hambourg, en dépit des déclarations anti-occidentales du président Jacob Zuma.

⁵ La Chine souffre de l'épuisement apparent des sources de rentabilité antérieures, à savoir « un marché extérieur en expansion, une armée de main-d'œuvre relativement importante et un faible ratio d'endettement », selon Hao Qi, 2017, « Dynamique du taux de surperformance » et la « nouvelle normalité » de l'économie chinoise, document de travail de l'Institut de recherche en économie politique de l'université du Massachusetts-Amherst, 22 juin.

⁶ Xin Zhang, « Chinese Capitalism and the New Silk Roads », *Aspen Review* 4, 2016.

l'Afrique était le port de Bagamoyo, d'une valeur de 11 milliards de dollars, conçu en 2013 pour traiter dix fois plus de conteneurs que le port voisin de Dar Es Salaam. D'après Forbes, le projet « cherchait à devenir le plus grand port d'Afrique, une fois qu'il aura été achevé », mais a été annulé en 2016 à cause – selon Deloitte et Touche – « de mesures d'austérité prises par la Tanzanie afin de réduire un déficit budgétaire croissant »⁷.

Dans le même temps, à Durban, l'expansion au coût de 20 milliards de dollars du principal port à conteneurs du continent (qui avait également pour objectif d'augmenter par 8 le nombre de conteneurs, à 20 millions par an d'ici 2040) a été différée jusqu'en 2032. La corruption concernant le crédit et l'acquisition de locomotives (tous deux de Chine) impliquant la société paraétatique sud-africaine Transnet fut un des facteurs ; une opposition sociale croissante au projet en est un autre ; mais le principal problème a été l'effondrement après 2011 du Baltic Dry Index, signe d'une crise profonde dans le transport maritime mondial⁸. Bien que la construction en cours du port de Lamu au Kenya, non loin de la frontière somalienne, prévoit une liaison avec les champs pétrolifères du Soudan du Sud, entre la guerre civile là et les attaques d'Al-Shabaab au Kenya (y compris le kidnapping d'un haut responsable lors de l'inauguration, au mois de juillet, du plan spatial de Lamu), le projet est extrêmement risqué, et l'année 2017 a également été marquée par de nombreuses manifestations de la part de la communauté, notamment contre une centrale électrique au charbon, de 2 milliards de dollars, dans le port, en raison des changements climatiques⁹.

Bien qu'une ligne de chemin de fer Nairobi-Mombasa de 3,2 milliards de dollars ait été récemment construite et un pipeline de 3,6 milliards de dollars soit prévu ; bien que la production éthiopienne provenant d'ateliers clandestins soit en plein essor et puisse désormais

⁷ Wade Shepard, « Ces 8 entreprises donnent vie à la “nouvelle route de la soie” », *Forbes*, 12 mars 2017 ; Kennedy Kangethe, « Les grands projets de l'Afrique de l'Est réduits de moitié en 2016 : rapport Deloitte », *Capital Business*, 2 février 2017.

⁸ Patrick Bond, « Red-Green Alliance-Building against Durban's Port-Petrochemical Complex Expansion », in Leah S. Horowitz, Michael J. Watts, eds., *Grassroots Environmental Governance*, London : Routledge, 2017.

⁹ Kalume Kazungu, « Activists Demonstrate against Centum's Coal Project », *Business Daily Africa*, May 12, 2017, <<http://businessdailyafrica.com>>. Courageous citizens' groups facing police harassment as a result include Save Lamu, Cordio East Africa and Muslims for Human Rights.

être exportée directement via le chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, toujours avec l'aide de la Chine, la crise économique a réduit de moitié la valeur des grands projets d'infrastructures en cours de construction en Afrique de l'Est, l'année dernière. L'Afrique australe a également fait face à une chute de 22 % du nombre de projets (85 en 2016), passant de 140 milliards de dollars en 2015 à 93 milliards de dollars en 2016, selon Deloitte. Selon le *Wall Street Journal*, on note d'autres échecs récents de mégaprojets, dus ou non aux ambitions démesurées de la Chine, concernant des initiatives ferroviaires annulées au Nigeria (7,5 milliards de dollars) et en Libye (4,2 milliards de dollars), l'expansion pétrolière en Angola (3,4 milliards de dollars) et au Nigeria (1,4 milliard de dollars); une centrale thermique au charbon irrémédiablement endommagée au Botswana (1 milliard de dollars) et des investissements dans la fusion de métaux en RDC et au Ghana (3 milliards de dollars chacun). Le plus grand barrage du monde, le projet Inga Hydropower de 100 milliards de dollars sur le fleuve Congo (trois fois la taille des Trois Gorges chinoises), est également en attente indéfinie après le retrait de la Banque mondiale l'année dernière et le rejet des appels en faveur d'une *joint-venture* de la part de Beijing en 2014 par les autorités de l'administration d'Obama.

La crise des industries extractives est également témoin de la chute du prix des actions de la plupart des maisons minières, de plus de 75 % par rapport à leur niveau de début 2015, menés par ceux qui s'intéressent à l'Afrique. Ni l'entrée du bloc Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud (BRICS)¹⁰, ni les maigres nouvelles promesses du G20 – principalement destinées à subventionner les multinationales – ne peuvent masquer la stagnation généralisée au sein des circuits de l'économie mondiale les plus importants pour l'Afrique ou même la prospérité mondiale et la santé environnementale¹¹.

Même avant le pic des matières premières de 2011 et l'effondrement de 2015, la stratégie néolibérale orientée vers l'exportation avait causé

¹⁰ Patrick Bond and Ana Garcia, eds., *BRICS: An Anti-Capitalist Critique*, Chicago, Haymarket, 2015; Patrick Bond, « Can BRICS Re-open the “Gateway to Africa”? » in Dawn Nagar and Charles Mutasa, eds., *Africa and the World*, forthcoming, 2017; David Harvey, *Marx, Capital and the Madness of Economic Reason*, London, Profile, 2017; Michael Roberts, *The Long Depression*, Chicago, Haymarket, 2016; Richard Walker, « Value and Nature: Rethinking Capitalist Exploitation and Expansion », *Capitalism Nature Socialism* 28, n° 1 (2017) : 53 – 61.

¹¹ Samir Amin, *Delinking*, London : Zed, 1990; Patrick Bond, *Looting Africa*, London, Zed, 2006.

d'énormes dégâts en termes de développement humain, d'équité entre les sexes et d'environnement. Bien que les taux de pauvreté, de mortalité et de morbidité et d'éducation se soient quelque peu améliorés (en particulier après le programme d'allègement de la dette par le G7 en 2005, qui a permis d'éliminer progressivement les coûts d'exploitation prohibitifs des services publics de base), les conditions de reproduction de la vie quotidienne en Afrique ne se sont pas améliorées, surtout depuis le début de la récession mondiale de 2008¹².

En effet, le niveau du PIB par habitant de l'Afrique a effectivement augmenté rapidement de 1998 à ce jour, mais avec très peu de retombées. En 2013, l'économiste en chef de la Banque africaine de développement, Mthuli Ncube, s'est risqué à prétendre qu'« un Africain sur trois appartient aux classes moyennes ». En 2017, la Banque a réaffirmé que « l'un des principaux moteurs de la demande de consommation en Afrique est la population sans cesse croissante du continent [actuellement 1 milliard] et l'expansion des classes moyennes ». Mais Ncube définissait la « classe moyenne » comme ceux qui dépensent entre 2 et 20 dollars par jour, avec 20 % dans la fourchette de 2 à 4 dollars et 13 % de 4 à 20 dollars. Les deux catégories représentent les revenus des pauvres dans la plupart des villes africaines, dont les niveaux de prix les classent parmi les plus chères au monde. Les propres données de Ncube¹³ ont révélé que la part de ceux qui dépensaient plus de 20 dollars par jour était inférieure à 5 % et diminuait.

Une des principales raisons de la disparité entre le discours officiel concernant « l'Afrique émergente » et la pauvreté profonde de la plupart des peuples du continent demeure le pillage pur et simple, les flux financiers illicites (FFI) ainsi que les sorties financières légales sous forme de bénéfices rapatriés au siège des STN. Les filières les plus porteuses des investissements directs étrangers (IDE) ont tendance à être celles qui viennent à la recherche de matières premières. Après l'effondrement des matières premières, les entrées annuelles d'IDE vers l'Afrique ont ralenti de 15 % entre 2008 et 2016. Malgré cela,

¹² Vusi Gumedede, ed., *The Great Recession and its Implications for Human Values*, Johannesburg, Real African, 2016.

¹³ Mthuli Ncube, 2013, « Le milieu de la pyramide », Tunis, Banque africaine de développement; Banque africaine de développement, centre de développement de l'OCDE, programme des Nations unies pour le développement et commission économique pour l'Afrique, 2017, perspectives économiques en Afrique 2017.

les pressions exercées par les industries extractives sur les personnes et l'environnement se sont intensifiées, la réaction désespérée des entreprises augmentant les abus au niveau des sites industriels, la dégradation de l'environnement, les violences sociales et l'exploitation de la main-d'œuvre. Le métabolisme du capital contre la nature et la société a augmenté, de telle sorte que la responsabilité sociétale des entreprises minières a beaucoup cédé sous son poids.

Au milieu de l'année 2017, l'organisation Global Justice Now, basée à Londres et plusieurs de ses collaborateurs ont publié une étude de Mark Curtis estimant que quarante-huit pays d'Afrique subsaharienne sont « collectivement des créanciers nets du reste du monde, à hauteur de 41,3 milliards de dollars » en 2015. Selon Curtis, Les pays africains ont reçu 161,6 milliards de dollars en 2015, principalement sous forme de prêts, de transferts de fonds personnels et d'aide sous forme de subventions. Pourtant, 203 milliards de dollars ont été prélevés sur l'Afrique, soit directement – principalement par le biais du rapatriement des profits des sociétés et en transférant illégalement l'argent hors du continent –, soit par les coûts imposés par le reste du monde à travers le changement climatique.

– Les pays africains reçoivent environ 19 milliards de dollars d'aide sous forme de subventions, mais plus de trois fois ce montant (68 milliards de dollars) sont partis à travers la fuite des capitaux, principalement par des entreprises multinationales qui sous-évaluent délibérément leurs importations ou exportations.

– Alors que les Africains reçoivent 31 milliards de dollars d'envois de fonds personnels de l'étranger, les multinationales opérant sur le continent rapatrient chaque année un montant similaire (32 milliards de dollars) de bénéfices vers leur pays d'origine.

– Les gouvernements africains ont reçu 32,8 milliards de dollars de prêts en 2015, mais ont payé 18 milliards de dollars en intérêts de la dette et en principal, le niveau global de la dette augmentant rapidement.

– On estime que 29 milliards de dollars par an sont volés en Afrique du fait de l'exploitation irrégulière des forêts et des ressources halieutiques, la pêche, et du commerce des animaux sauvages et des plantes¹⁴.

Comme le montrent les chiffres de Curtis, que les multinationales de l'Occident ou des BRICS soient responsables ou non, les profits

¹⁴ Mark Curtis, 2017, *Honest Accounts*, Londres, Curtis Research.

excessifs qui sortent de l'Afrique prennent de nombreuses formes. Nous examinons ci-dessous les flux financiers illicites (FFI), les sorties financières légales, les flux d'IDE, la dette extérieure, l'accumulation des intérêts par l'Afrique du Sud, les nouvelles subventions utilisées pour le financement des infrastructures et l'épuisement minier, pétrolier et gazier non compensé. Le continent est également menacé par l'accaparement des terres, la militarisation et les changements climatiques. Les cas de gestion multilatérale offerts par le « Pacte avec l'Afrique », les crédits de Bretton Woods et le financement climatique des Nations unies, etc. n'y font rien ; seule une résistance croissante de la part de la société civile peut stopper et inverser ces tendances.

Flux financiers illicites

Premièrement, les FFI reflètent de nombreuses formes illégales de retrait de la richesse de l'Afrique, principalement dans le secteur minier. Les multinationales emploient une multitude de tactiques détournées à cet égard, notamment les surfacturations des entreprises, les coûts de transfert d'argent et autres escroqueries commerciales, l'évasion fiscale et le non-paiement des royalties, les « paradis fiscaux », les pots-de-vin et le vol pur et simple de bénéfices. Les exemples abondent : en Afrique du Sud, Sarah Bracking et Khadija Sharife ont rapporté que De Beers a surfacturé 2,83 milliards de dollars de diamants sur six ans. Un rapport de l'Alternative Information and Development Centre du Cap a montré que les opérations de platine de Lonmin ont permis de subtiliser des centaines de millions de dollars vers les Bermudes depuis 2000¹⁵. Lors d'une réunion de Bangalore en 2006, le PDG de Vedanta, Agarwal, s'est vanté du fait que, en 2006, il avait dépensé 25 millions de dollars pour acheter les mines de cuivre Konkola de Zambie, les plus grandes en Afrique, et récolté au moins 500 millions de dollars par an¹⁶, apparemment de façon illégale.

Les études des FFI par l'ONG Global Financial Integrity, basée à Washington, et par l'économiste Léonce Ndikumana et ses collègues de l'université du Massachusetts montrent comment ils ont contribué à créer une Afrique à la fois « plus intégrée mais plus marginalisée »

¹⁵ « Lonmin, the Marikana Massacre and the Bermuda Connection », *Alternative Information and Development Centre*, May 28, 2015, <<http://aidc.org.za>>.

¹⁶ *Lusaka Times*, « vidéo – Vedanta Boss disant KCM fait un bénéfice de 500 millions de dollars par an », 13 mai 2014.

concernant le commerce mondial. Dans le cadre de la CNUCED, Ndikumana a, par la suite, produit en 2006 une étude critique sur les industries extractives et notamment les opérations sud-africaines et zambiennes qui ont provoqué l'ire des représentants de l'industrie minière qui dénoncent la mauvaise qualité des statistiques fournies par les gouvernements des deux pays. Bien que cela ait exigé quelques réajustements ou recadrages, en particulier pour les exportations de cuivre et d'or, l'essentiel de ces critiques des FFI reste justifié¹⁷.

78 Il existe également des ONG à vocation politique qui luttent contre les FFI en Afrique et dans les pays du Sud, dont plusieurs ont des origines nordiques comme Trust Africa, Global Financial Integrity (GFI), Tax Justice Network, Publish What You Pay et Eurodad. Une grande partie du mérite d'avoir fait de cela une affaire politique africaine et mondiale majeure est due à Raymond Baker, un homme d'affaires américain intervenant au Nigeria, avant de déménager à la Brookings Institution où il a commencé à plaider en faveur de cette question. Les ONG ont été aussi à l'origine de la détection de cas de FFI. C'est ainsi qu'elles exigent une reddition de comptes, dont la campagne « Stop the Bleeding » de Trust Africa. Reliant les critiques radicales et libérales des compagnies transnationales et des élites africaines, la nouvelle visibilité des FFI donne de l'espoir à beaucoup de ceux qui veulent que les maigres revenus de l'Afrique soient recyclés dans les pays pauvres, et, pas détournés vers les centres financiers *offshore*. Néanmoins, les sièges sociaux de certaines ONG restent attachés à la théorie douteuse selon laquelle la transparence peut aider à détecter, « désinfecter » et décourager la corruption. Leur tâche principale est de rendre le capitalisme « plus propre » en mettant en lumière des problèmes comme les FFI. Pourtant, il faut avouer que de nombreuses ONG, bailleurs de fonds alliés et militants de base ont exercé une pression suffisante sur les gouvernements et les entreprises pour obliger l'Union africaine et la commission économique des Nations unies pour l'Afrique à commanditer une étude sur les FFI, dirigée par

¹⁷ Dev Kar and Joseph Spanjers, « Illicit Financial Flows from Developing Countries : 2004-2013 », *Global Financial Integrity*, December 2015, <<http://gointegrity.org>>; Leonce Ndikumana, « Curtailing Capital Flight from Africa », *Political Economy Research Institute*, University of Massachusetts at Amherst, June 2017 ; United Nations Conference on Trade and Development, *Trade Misinvoicing in Primary Commodities in Developing Countries : The Cases of Chile, Côte d'Ivoire, Nigeria, South Africa and Zambia*, December 23, 2016.

l'ancien président sud-africain, Thabo Mbeki¹⁸. Publié mi-2015, son rapport estime au bas mot que les FFI à partir de l'Afrique dépassent les 50 milliards de dollars chaque année.

Cepillage des FFI provient principalement, mais pas entièrement, des industries extractives. Selon une comptabilité encore plus fine que celle de Thabo Mbeki, le rapport de la Banque africaine de développement et de ses alliés sur les *Perspectives économiques en Afrique* estiment que 319 milliards de dollars ont été volés de 2001 à 2010, les vols les plus importants de métaux totalisant 84 milliards de dollars ; de pétrole, 79 milliards de dollars ; de gaz naturel, 34 milliards de dollars ; de minéraux, 33 milliards de dollars ; de produits du pétrole et du charbon, 20 milliards de dollars ; de cultures, 17 milliards de dollars ; de produits alimentaires, 17 milliards de dollars ; de machines, 17 milliards de dollars ; de vêtements, 14 milliards de dollars ; et de fer et d'acier, 13 milliards de dollars¹⁹. Ces données confortent la boutade qui veut que l'Afrique soit « maudite du fait de ses ressources ».

Des flux financiers illicites aux flux financiers licites

79

Même si les FFI étaient réduits, les IDE continueraient d'appauvrir les pays africains sous la forme de flux financiers licites (FFL). Ce sont les profits et les dividendes légaux envoyés au siège social des STN après que les IDE ont commencé à être payants. Le paiement de ces sorties d'argent, ainsi que les intérêts et la position commerciale nette, sont appelés « compte courant ». Selon le rapport du FMI sur les *Perspectives économiques régionales pour le sous-continent à la mi-2017*, les quinze dernières années ont été témoins d'excédents commerciaux entre les pays d'Afrique subsaharienne et le reste du monde qui ont atteint 5,6 % du PIB en 2011, suivis par des excédents nets plus faibles, puis en 2015-2016, des déficits de 3,1 et 2,0 % du PIB, respectivement, avec plus de déficits prévus par le FMI²⁰.

Le compte courant mesure non seulement l'équilibre des importations et des exportations, mais aussi les flux de bénéfices,

¹⁸ Thabo Mbeki, 2015, *Suivez-le ! Arrête ça ! Trouver ! Flux financiers illicites*, Rapport du groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique, commission économique des Nations unies pour l'Afrique, Addis-Abeba.

¹⁹ OCDE, programme des Nations unies pour le développement et commission économique pour l'Afrique, *Perspectives économiques en Afrique 2013*, Tunis.

²⁰ Fonds monétaire international, 2017, *Perspectives économiques régionales : Afrique, 2017*, Washington DC.

de dividendes et d'intérêts. Pendant la longue période du boom des produits de base, l'Afrique subsaharienne a maintenu un juste équilibre et, en 2004-2008, elle a même enregistré un excédent moyen de 2,1 % du PIB. Mais depuis 2011, elle a plongé dans la zone dangereuse, avec un déficit du compte courant de 4,0 % du PIB en 2016, amenée par le Mozambique (-38 %), la République du Congo (-29 %) et le Liberia (-25 %). En incluant les pays d'Afrique du Nord, le déficit du compte courant de l'ensemble du continent était de 6,5 % du PIB en 2016, suite à la chute du prix du pétrole à 26 dollars le baril début 2016. Sur 54 pays africains, 20 avaient des déficits à deux chiffres en 2016. Rappelons que le krach de 1998 des principales économies d'Asie de l'Est a été provoqué par des déficits du compte courant de seulement 5 %.

Pour couvrir un déficit du compte courant, des entrées de fonds externes sont nécessaires. Ces flux vers l'Afrique se sont chiffrés à 178 milliards de dollars en 2016, soit 5 milliards de moins qu'en 2015, principalement en raison d'une baisse de 60 % des entrées de capitaux (achats de titres de créance ou investissements de marchés boursiers, en particulier sur les 3 principaux marchés de Johannesburg, du Caire et de Lagos). L'aide au développement d'outre-mer à l'Afrique a diminué de 2 % en 2016 et les envois de fonds ont été pratiquement inchangés.

80

Explosion de la dette extérieure

Le déficit croissant du compte courant du continent exige à son tour que les élites étatiques attirent encore plus d'IDE, afin de disposer de devises fortes pour rembourser les anciens IDE (généralement sous forme de bénéfices et de dividendes) ou si de nouveaux investissements ne sont pas disponibles, comme cela semble être le cas, de prendre de nouveaux emprunts à l'étranger. En raison de ces efforts pour couvrir ses déficits de paiement et son léger déficit commercial, la dette extérieure de l'Afrique est en plein essor. Pour l'Afrique subsaharienne, ce qui était une dette extérieure de l'ordre de 170 à 210 milliards de dollars entre 1995 et 2005 (lorsque l'allègement de la dette par le G7 l'avait abaissé de 10 %) est passé à près de 400 milliards de dollars en 2015²¹. Non seulement les prêts chinois, mais aussi une série d'euro-obligations sont devenus un lourd fardeau dans plusieurs pays où, en 2016, ils représentaient une part substantielle de la dette publique

²¹ FMI, 2017, *Perspectives économiques régionales : Afrique*.

totale : 48 % au Gabon ; 32 % en Namibie ; 26 % en Côte d'Ivoire ; 24 % en Zambie ; 16 % au Ghana ; 15 % au Sénégal ; et 13 % au Rwanda.

Le rapport sur les *Perspectives économiques africaines de 2017* a fait remarquer que « des conditions de financement plus strictes et le financement accru de la dette ont commencé à aggraver les fardeaux du service de la dette, avec une tendance à la hausse du ratio service de la dette/recettes »²². Pour les économies pétrolières, poursuit le rapport, le service de la dette a été multiplié par sept, passant de 8 % en moyenne des recettes en 2013 à 57 % en 2016, le Nigeria (66 %) et l'Angola (60 %) étant les plus touchés. Une autre crainte est la dette intérieure, puisque le ralentissement a également généré « une augmentation généralisée des prêts non productifs, provoquant un provisionnement plus élevé, une pression sur les bénéfices des banques et pesant sur la solvabilité ».

Dans le cas du plus grand débiteur du continent, l'Afrique du Sud, la dette extérieure est passée de 25 milliards de dollars en 1995 à 35 milliards de dollars en 2005, pour bondir à environ 150 milliards aujourd'hui, doublant à partir des 20 % du PIB en 2001 à plus de 40 % aujourd'hui. La dernière fois que ce ratio a été atteint fut en 1985. Ainsi, grâce aussi à des sanctions contre l'apartheid, le président sud-africain, Pieter Botha, a manqué de payer 13 milliards de dollars de dettes à court terme et a imposé des contrôles de change. Cela fut le signal à la classe capitaliste anglophone que la fin de l'apartheid était proche et qu'ils devraient s'empresse de faire des arrangements postapartheid favorables avec le Congrès national africain, alors en exil. Malheureusement, ces arrangements ont entraîné l'Afrique du Sud beaucoup plus profondément dans l'économie mondiale et, comme le déficit du compte courant a augmenté, plus profondément dans la dette extérieure²³.

Subvention publique et financement privé

Une autre menace constante pour le continent est une exploitation minière et pétrolière effrénée, malgré la baisse des prix, en raison des subventions de l'État. En 2017, le G20 a proposé un « Pacte avec l'Afrique » avec moins d'une douzaine d'États africains pro-occidentaux, pour assurer le soutien de l'État aux « partenariats

²² Banque africaine de développement *et al.*, 2017, *African Economic Outlook 2017*.

²³ Patrick Bond, *Against Global Apartheid*, London, Zed Books, 2003.

publics-privés » à travers le continent et attirer les investisseurs institutionnels avec des garanties étatiques. Selon le groupe C20 des observateurs de la société civile, cette stratégie se traduira par des coûts plus élevés pour les citoyens, de pires services, le secret, la perte de l'influence démocratique et des risques financiers pour le public et les multinationales impliquées qui exigent que leurs profits soient rapatriés en devises fortes – même si le contrat type de services implique des dépenses et des recettes en monnaie locale – et cela soulève souvent les niveaux de la dette extérieure de l'Afrique, qui atteignent maintenant des niveaux sans précédent dans de nombreux pays. Le « Pacte avec l'Afrique » ne dit rien non plus des problèmes concernant (et la résistance populaire est là) la protection des investisseurs, tels que la vague clause du « traitement juste et équitable » dans les accords d'investissement et le règlement des différends entre investisseurs et États²⁴.

82

Le « Forum africain de Harare », le « Réseau sur la dette et le développement » et le « Réseau d'échange pour le développement en Afrique » ont formulé des critiques plus sévères : « Il y a tout lieu de craindre que l'esclavage et la colonisation ne reviennent carrément. Dans tous les cas, utiliser l'argent public pour protéger les investissements privés équivaldrait à narguer les populations africaines. Cela ne peut être compris que du point de vue de la colonisation ou de l'exploitation néolibérale. C'est assez sérieux quand on sait que certains dirigeants africains détiennent des fortunes en dehors de leurs pays, au profit de banques occidentales. »²⁵

Des subventions du genre de celles envisagées dans le pacte avec l'Afrique et le PIDA (programme pour les infrastructures) pourraient ramener le pire des IDE, en particulier de la part des sociétés des BRICS, telles que les entreprises prédatrices sud-africaines mentionnées ci-dessus. D'autres compagnies avec un passé douteux incluent les compagnies minières Brésil, Vale, responsable de déplacements de masse de la population au Mozambique ; le russe Rosatom, qui a un projet de réacteur nucléaire de 100 milliards de dollars avec Pretoria, ainsi que des accords anticipés dans plusieurs autres pays africains ; Vedanta de l'Inde, qui a une longue tradition minière en Zambie et

²⁴ « The G20's Compact with Africa », *Pambazuka News*, May 4, 2017.

²⁵ Le Forum africain et le Réseau sur la dette et le développement et le Réseau d'échange pour le développement en Afrique, 2017, *Le Pacte du G20 avec l'Afrique et le plan Marshall proposé par l'Allemagne pour l'Afrique*, Harare, 16 juillet.

diverses compagnies para-étatiques et d'entreprises chinoises²⁶. La nouvelle Banque de développement des BRICS²⁷ constitue un canal par lequel ils prévoient de recevoir des subventions de financement indirect, sous forme de prêts à des taux préférentiels.

La nouvelle vague d'investissement des BRICS apparaît déjà à beaucoup en Afrique comme une version intensifiée des expériences d'exploitation des multinationales occidentales, en particulier compte tenu des arrangements favorables aux entreprises contenus dans leurs traités bilatéraux d'investissement avec l'Afrique²⁸. Au début, les commentateurs de la gauche, dont Walden Bello, Horace Campbell et Radhika Desai, ont exprimé l'espoir que les nouvelles institutions financières des BRICS briseraient la mainmise de Bretton Woods²⁹. Pourtant, leurs arguments n'ont pas tenu compte des contradictions telles que leur financement de projets énergétiques et infrastructurels africains destructeurs, ou un maintien du système monétaire occidental centré sur le dollar, ou les politiques extrêmement inadéquates sur le changement, dans lesquelles les BRICS sont impliqués. Le dispositif du fonds de prévoyance de 100 milliards de dollars des BRICS, par exemple, exige que l'un des cinq pays membres qui rencontrent des difficultés financières (comme ce sera le cas de l'Afrique du Sud sans doute quand ses paiements à court terme deviendront insoutenables) demande au FMI un prêt d'ajustement structurel et un soutien aux politiques, une fois qu'ils ont épuisé 30 % de leur quota d'emprunt, amplifiant ainsi l'effet de levier du FMI³⁰. Et le cycle de 2015 de restructuration des actionnaires du FMI a donné lieu à des augmentations substantielles de votes à la Chine (37 %), au Brésil (23 %), à l'Inde (11 %) et à la Russie (8 %). Pour ce faire, cependant, il a fallu que sept pays africains perdent plus du cinquième de leurs

²⁶ Patrick Bond, « The BRICS Re-scramble Africa », in Richard Westra, ed., *The Political Economy of Emerging Markets*, London, Routledge, 2017.

²⁷ Patrick Bond, « BRICS Banking and the Debate over Sub-Imperialism », *Third World Quarterly* 37, n° 4 (2016) : 611 – 29.

²⁸ Ana Garcia, 2017, « Les accords d'investissement des BRICS en Afrique », *Études en économie politique*, 98, 1.

²⁹ Walden Bello, « The BRICS : Challengers to the Global Status Quo », *Foreign Policy in Focus*, August 29, 2014 ; Horace Campbell, « BRICS Bank Challenges the Exorbitant Privilege of the US Dollar », *TeleSUR blog*, July 24, 2014 ; Radhika Desai, « The Brics Are Building a Challenge to Western Economic Supremacy », *Guardian*, April 2, 2013.

³⁰ BRICS, *Traité pour l'établissement d'une réserve de réserve contingente des BRICS*, Fortaleza, 15 juillet 2014.

actions avec droit de vote au niveau du FMI : le Nigéria (41 %), la Libye (39 %), le Maroc (27 %), le Gabon (26 %), l'Algérie (26 %), la Namibie (26 %) et même l'Afrique du Sud (21 %).

Épuisement non compensé du capital naturel

Les mécanismes de financement induisant une dépendance et la poursuite des IDE visant principalement l'industrie minière sont responsables de l'épuisement excessivement rapide et mal compensé des ressources non renouvelables en Afrique. Cet épuisement se produit en Afrique sans les types de réinvestissement plus fréquents dans des sites tels que la Norvège, l'Australie et le Canada, dont les économies sont aussi basées sur les ressources, mais pas autant qu'en Afrique ; en grande partie parce qu'ils abritent le siège des sociétés transnationales minières et pétrolières. De nombreuses sociétés BRICS semblent trop désireuses de poursuivre cet épuisement rapide du « capital naturel » de l'Afrique, comme les économistes appellent les ressources naturelles. Bien que la fin du supercycle des matières premières se traduise par un taux d'extraction plus bas mesuré en termes de prix mondiaux, cela ne devrait pas empêcher les Africains de voir un penchant colonial tenace pour la diminution des minéraux, du pétrole et du gaz, dont l'exploitation rend l'Afrique plus pauvre qu'ailleurs.

84

Ce préjugé concernant la diminution des ressources non renouvelables sans réinvestissements a entraîné une chute rapide de la richesse nette du continent depuis 2001. Même la Banque mondiale admet que 88 % des pays d'Afrique subsaharienne ont souffert d'une accumulation nette de richesse négative en 2010³¹. En termes absolus, la Banque reconnaît également que cet épuisement de la richesse représentait 12 % du PIB de 1,36 billion de dollars du sous-continent en 2010, soit 163 milliards de dollars (et beaucoup plus si les principaux pays riches en pétrole d'Afrique du Nord sont inclus).

Les estimations de la diminution de la richesse de l'Afrique devraient faire partie du « tout minier » pour faire valoir que tant que les pays ne seront pas en possession de leurs propres ressources, les minerais et le pétrole devraient rester dans le sol. (Par exemple, les militants locaux qui critiquent l'exploitation du diamant dans l'est

³¹ Banque mondiale, *Little Green Data Book 2014*, Washington, DC, 2014 ; Banque mondiale, *L'Évolution de la richesse des nations*, Washington, DC, 2011.

du Zimbabwe, du pétrole au Nigeria et du charbon, du platine et du titane en Afrique du Sud disent régulièrement qu'il faut laisser les ressources dans le sol). Pour le pétrole, les indemnités que doivent payer les pays du Nord – comme acompte sur la « dette climatique » due à l'Afrique – simplement pour des raisons d'atténuation des changements climatiques seraient substantielles.

Accaparement des terres, changement climatique et militarisation

Aujourd'hui, l'économie et l'environnement africains sont caractérisés par trois phénomènes destructeurs : l'accaparement des terres, la militarisation et le changement climatique. Les menaces les plus immédiates pèsent sur la paysannerie africaine, et en particulier les femmes, et surtout celles qui se trouvent dans des zones attrayantes pour les investisseurs étrangers. Les petits fermiers d'Éthiopie, du Mozambique et d'ailleurs³² sont déplacés du fait de l'accaparement des terres par des paysans du Moyen-Orient, d'Inde, d'Afrique du Sud et de Chine. Le rôle croissant de l'armée américaine dans des dizaines de pays africains témoigne du désir simultané de Washington d'être maître de la situation sur fond d'intégrisme islamique croissant, du Sahel au Kenya, qui sont, par coïncidence, des théâtres de guerre à proximité de grandes réserves pétrolières³³.

Le changement climatique affecte les Africains les plus vulnérables dans les pays les plus pauvres, qui souffrent déjà de la guerre et des déplacements en Afrique de l'Ouest, dans les grands lacs et dans la Corne de l'Afrique. Dans le même temps, la poursuite de l'application de la politique publique néolibérale rétrécissant l'État ne peut que générer plus de tension sociale, comme ce fut le cas en Syrie avant le soulèvement de 2011, à la suite d'une sécheresse extrême qui a amplifié les tendances de l'urbanisation.

³² Thomas Ferrando, 2014, *BRICS, BITs and Land Grabbing*, Paris, faculté de droit de Sciences po.

³³ Nick Turse, « Africom Becomes a War-Fighting Combatant Command », *TomDispatch*, April 13, 2014.

Conclusion : une nouvelle idéologie

En conclusion, un vieux problème se pose. Frantz Fanon s'est plaint dans *Toward the African Revolution* : « plus j'entre dans les cultures et les cercles politiques, plus je suis sûr que le grand danger qui menace l'Afrique est l'absence d'idéologie ». Dans « L'Arme de la théorie », Amilcar Cabral dit la même chose : « La carence idéologique au sein des mouvements de libération nationale, pour ne pas dire le manque total d'idéologie – reflétant comme une ignorance de la réalité historique que ces mouvements prétendent transformer – risque d'être l'une des plus grandes faiblesses de notre lutte contre l'impérialisme, sinon la plus grande faiblesse »³⁴. Samir Amin et d'autres économistes politiques radicaux ont plaidé pour une idéologie et une stratégie économique de « déconnexion » depuis les années 1960³⁵. Inverser le projet « Afrique émergente » à travers les soulèvements populaires en cours en Afrique est le principal défi pour ceux qui s'opposent à l'injustice économique. Par exemple, la lutte pour les médicaments contre le sida, qui coûtaient 10 000 dollars par an et par personne, mais qui sont maintenant fournis gratuitement sur une base générique, a été gagnée, depuis le début des années 2000, grâce à un activisme africain et international et a augmenté l'espérance de vie de plus de dix ans.

À la suite des révoltes nord-africaines de 2011, vaincues par la contre-révolution (sauf partiellement en Tunisie), beaucoup de contestations ont été boutées à travers le continent. L'esprit de résistance est toujours là. En 2016, par exemple, le continent a été témoin de manifestations encore plus intenses en Afrique du Nord, au Nigeria et en Afrique du Sud. En outre, l'Afrique australe a connu de hauts niveaux de résistance à Harare, Kinshasa et Goma, en République démocratique du Congo, ainsi qu'en Zambie et à Madagascar, où les capitales Lusaka et Antananarivo ont enregistré des augmentations substantielles par rapport à 2011. L'Afrique de l'Est et la corne de l'Afrique ont été témoin de nombreux mouvements de protestation à Nairobi, Kampala, Bujumbura, Khartoum et Addis-Abeba et les villes environnantes. Les manifestations ouest-africaines ont été menées par les Nigériens, mais il y a eu beaucoup d'autres points chauds dans

³⁴ Frantz Fanon, *Toward the African Revolution*, New York, Monthly Review Press, 1967 ; Amilcar Cabral, « L'Arme de la théorie », discours à la première conférence tricontinentale des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, La Havane, janvier.

³⁵ Samir Amin, 1990, *Delinking*, Londres, Zed Books.

le golfe de Guinée. 2016 a vu de nouvelles vagues de protestations en Afrique du Nord, la plupart dans les principaux sites de 2011 : Tunisie, Égypte, Libye et Algérie³⁶. La répression de l'État s'est ainsi intensifiée dans de nombreux pays en réponse à la recrudescence de la contestation³⁷. La Banque africaine de développement, la Banque mondiale et l'Organisation pour la coopération et le développement économiques évaluent également les manifestations avec des données basées sur les rapports de Reuters et de l'Agence France Presse et, en 2017, ont noté que des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail faisaient partie des principales revendications dans les années récentes³⁸. Une bonne partie de la tourmente en Afrique avant la recrudescence de 2011 a eu lieu près des sites de richesse minière³⁹. À ce moment critique, alors que le dénouement du supercycle de produits de base rend maintenant évident le besoin de changement, il est clair, au moins, que les Africains ne se laissent pas toujours faire.

Résumé :

L'auteur décortique méticuleusement les moyens par lesquels l'Afrique se trouve dépouillée de ses ressources naturelles, notamment minières, et pillée de son épargne par des prédateurs financiers, ce qui a entraîné un développement spectaculaire de son endettement extérieur.

Les dernières années ont vu des vagues de protestation en Afrique révélant que les Africains ne se laissent pas toujours faire.

³⁶ Projet de données sur le lieu et les événements liés aux conflits armés (2016). Tendances de conflit. <<http://www.acleddata.com/>>.

³⁷ David Kode et M. Ben Garga, « Activisme et État », *Pambazuka*, 11 mai 2017.

³⁸ Banque africaine de développement *et al.*, *African Economic Outlook 2017*.

³⁹ Berman Nicolas, Mathieu Couttenier, Dominic Rohner et Mathias Thoenig, 2014, « Cette mine est à moi ! Comment les minéraux alimentent les conflits en Afrique », Oxford, Oxford Centre for Analysis of Resource Rich Economies.

